Raif

Revue archéologique d'Île-de-France

Numéro 12 - 2021

Éditeur
Association des amis de
la Revue archéologique d'Île-de-France

Présidente
M.-F. GLEIZES

Vice-président
F. GIROT, prospecteur bénévole Île-de-France

Secrétaire
O. PUAUX, Drac/Sra Île-de-France/Umr 8096 – ArchAm

Trésorier
J. PRIN

Siège social
c/o M.-F. GLEIZES, 3 rue des Deux Gares, 75010 Paris

Directeur de la publication
D. MORDANT, conservateur en chef honoraire du patrimoine

Comité de rédaction (membres permanents)
S. BAUVAIS, CEA/Cnrs, Umr 5060 - IRAMAT/LMC/Umr 3685 - NIMBE
C. BESSON, Drac/Sra Île-de-France/Umr 7041 - ArScAn
D. CHAOUI-DERIEUX, Drac/Sra Île-de-France/Umr 7041 - ArScAn
B. CLAVEL, Cnrs/Umr 7209 - Archéozoologie et archéobotanique
D. COXALL
L. HACHEM, Inrap CIF/Umr 8215 - Trajectoires
A. LEFÈVRE, Inrap CIF/Umr 6273 - CRAHAM
A. LEFEUVRE, Sdavo/Umr 7041 - ArScAn
M. OLIVE, Umr 7041 - ArScAn
R. PEAKE, Inrap CIF/Umr 6298 - ARTeHIS
B. POIRIER, Service archéologie du Val-de-Marne
B. SOUFFI, Inrap CIF/Umr 7041 - ArScAn

Comité de lecture (pour ce numéro)
N. CAYOL, Inrap Hauts-de-France/Umr 8215 - Trajectoires
D. CHAOUI-DERIEUX, Drac/Sra Île-de-France/Umr 7041 - ArScAn
C. GONÇALVES-BUISSART, Département de la Seine-Saint-Denis, BPA/Umr 7041 - ArScAn
B. FOUCRAY, Umr 5060 - IRAMAT
I. LAFARGE, Département de la Seine-Saint-Denis, BPA/Umr 7041 - ArScAn

Secrétariat de rédaction (pour ce numéro)
C. BESSON, Drac/Sra Île-de-France/Umr 7041 - ArScAn
D. CHAOUI-DERIEUX, Drac/Sra Île-de-France/Umr 7041 - ArScAn
A. LEFÈVRE, Inrap CIF/Umr 6273 - CRAHAM
S. MORAWSKI-BEUGNON
O. PUAUX, Drac/Sra Île-de-France/Umr 8096 – ArchAm
X. ROCHART, Inrap CIF
J. WIETHOLD, Inrap Grand Est/Umr 6298 - ARTeHIS

Traduction des résumés (anglais et allemand)
D. COXALL
R. PEAKE, Inrap CIF
J. WIETHOLD, Inrap Grand Est/Umr 6298 - ARTeHIS

Mise en page, maquette et infographie
F. TESSIER

Logo
N. SAULIÈRE, Inrap CIF

Imprimerie
CORLET Imprimeur
Siège social - ZI, rue Maximilien Vox
BP 86, 14110 Condé-sur-Noireau

La RAIF publie des travaux en langue française, sur le champ chronologique allant de la Préhistoire à l'époque contemporaine et portant sur la région Île-de-France.
Les manuscrits sont soumis au comité de rédaction puis, s'ils sont acceptés, transmis à un ou plusieurs lecteurs. Des corrections peuvent être demandées aux auteurs.

Toute correspondance est à adresser à :
revueidf@hotmail.fr

Illustrations en 1re de couverture
- Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis). [© C. Héron]
- Lutter (Haut-Rhin), vers 1960. [© M. Grodwohl]
- Hache polie en silex Campanien. [© È. Boitard-Bidaut]

Publié avec le concours financier :
- Drac Île-de-France
- Conseil départemental de Seine-et-Marne
- Conseil départemental du Val-de-Marne

Ce numéro a été édité à 350 exemplaires.
Numéro ISSN : 2101 - 3608

ARCHÉOLOGIE ET ARCHIVES AU CŒUR DU VILLAGE

Olivier BAUCHET (dir.) avec la collaboration de Ludovic GALFO

L'article présenté ici est le résultat d'une réflexion de plusieurs chercheurs (institutionnels, universitaires, privés) sur un métier assez peu connu hormis des chercheurs spécialisés dans l'étude urbaine. Cette réflexion a pu avoir lieu lors d'une table ronde où le monde de la recherche archivistique a confronté ses problématiques particulières en relation avec le monde de l'archéologie dans l'objectif bien particulier d'étudier le village sous ses aspects tant historiques qu'archéologiques ou topographiques. Les études documentaires menées dans le cadre d'opérations archéologiques réalisées notamment dans les villages franciliens – mais aussi des autres régions – sont encore peu répandues pour en faire un bilan. Ce manque d'expérience tient sans doute au faible nombre d'opérations ouvertes dans les cœurs de villages ainsi qu'au recours encore timide aux analyses des sources textuelles. Les rapports finaux d'opérations contiennent le plus souvent un chapitre consacré au contexte historique. Il s'agit essentiellement d'une synthèse de données bibliographiques, souvent anciennes, agrémentée de quelques plans aujourd'hui disponibles sur internet. Les causes pourraient en être multiples, comme le manque de temps imparti pour la recherche textuelle doublé d'une certaine faiblesse documentaire. Pourtant, les études documentaires peuvent apporter une plus-value à fois sur le mode opératoire de l'archéologie et sur le plan scientifique.

Les apports de telles études apparaissent en effet aux différentes étapes de l'archéologie préventive. Le plus souvent, leur intégration dans le processus de la recherche intervient en bout de chaîne, au moment de la post-fouille, mais si elles sont programmées et consultées bien en amont, elles peuvent être mises à profit avant le démarrage des opérations. Dans le cadre du diagnostic, elles contribuent à de meilleurs choix stratégiques, comme l'implantation et l'orientation des tranchées d'exploration, la mise en évidence des zones détruites voire polluées. L'identification préalable d'espaces funéraires permet par exemple d'impliquer des anthropologues dès le début de l'opération et d'établir en conséquence une durée d'intervention adéquate. Sur le terrain, la prise en compte de la ressource historique peut concourir à une meilleure réactivité de l'archéologue quand celui-ci rencontre des vestiges préalablement mis en lumière. Si aucune étude documentaire n'a été entreprise lors d'un diagnostic positif, il est préconisé de la réaliser avant le démarrage de la fouille, tout du moins une pré-étude. Elle peut se révéler utile dans l'identification de certaines structures au moment du décapage ou pendant la fouille. Une étude plus approfondie après la fouille tente enfin de répondre à certaines problématiques établies par l'archéologue ou met en lumière des aménagements mal renseignés par les vestiges. Au-delà de l'aide à l'identification des structures et à leur datation, les ressources textuelles offrent la possibilité de connaître les propriétaires ou les occupants des lieux. Une histoire sociale peut ainsi trouver une place importante dans le contenu du rapport ; tout dépend bien sûr de la documentation conservée et de la période considérée car plus on remonte dans le temps, plus les sources écrites sont partielles et partiales.

Cette difficulté inhérente à la matière même de la source écrite, tributaire de sa conservation sur support périssable (et cependant plus sûr que les supports électroniques actuels) se double de l'obscurcissement de son sens littéral, voire d'un problème de langue

si l'on considère que les textes les plus anciens sont souvent, pour ne pas dire toujours, en latin. Si tel n'est plus le cas à partir du XIVe siècle et plus encore après l'édit de Villers-Cotterêts en 1539, il n'en reste pas moins que les textes sont écrits à la main et qu'ils sont difficiles à lire, surtout les minutes d'actes notariés ou officiels. En outre, les quelques exemples donnés plus haut montrent qu'il est possible et important d'aller au-delà du contexte historique global du village, même si celui-ci est nécessaire à établir pour comprendre l'organisation de l'habitat, en lien avec les entités morphologiques majeures (églises, organes du pouvoir local, réseau viaire). La méthode de travail peut, et doit, changer en fonction des entités étudiées (église et son cimetière, propriété élitaire, ferme ou simple habitat villageois), mais elle est le plus souvent régie par la nature même de la documentation conservée. En règle générale, la documentation est plus riche quand le propriétaire du bien, ou le seigneur, relève d'une entité ecclésiastique (régulière ou séculière), mais des exceptions confirment la règle. De plus, sans une bonne connaissance des institutions étudiées, des « formes administratives » et de l'organisation des « structures administratives » des différentes périodes, il est très facile de se perdre dans le dédale des archives municipales, départementales, nationales, diocésaines et particulières. D'autant qu'en fonction de l'origine des fonds d'archives, les sources sont souvent éparpillées dans divers centres de conservation. Il faut ajouter à cela les problèmes de la numérisation et surtout de l'indexation des archives sur internet. Une recherche simple sur quelques mots clés, même bien pensés, peut faire passer à côté d'informations utiles qui, *a priori*, n'auraient pas de rapport avec le sujet traité. Afin d'éviter ces pièges il faut donc *a minima* connaître les fonds et leur organisation.

Quoi qu'il en soit, pour renseigner une parcelle ou un groupe de parcelles il est souvent indispensable d'utiliser la méthode régressive. La présence de certains documents, comme les plans terriers et leurs matrices (clés), permettent de commencer l'étude à partir du XVIIIe siècle, mais à défaut de ces documents il est souvent inévitable de partir des données cadastrales du XIXe siècle, voire des données actuelles (titres de propriété). Si le recours aux documents récents nécessite du temps supplémentaire, il permet d'enregistrer les derniers aménagements susceptibles d'être rencontrés sur le terrain. En effet, l'histoire de la parcelle, du bâtiment ou du site, qui s'apparente à de la généalogie immobilière, ne se résume pas à une suite de noms de propriétaires et une description laconique des biens. Le dépouillement des fonds notariés ou judiciaires permet d'acquérir des données précises sur la composition des bâtiments, le mobilier qu'ils renferment à travers notamment des inventaires après décès ou la pose de scellés. Ils renseignent ainsi sur le rang social de ses occupants. La consultation des baux donne des indications sur la gestion des biens, leur valeur locative et sur l'identité des locataires (nom, profession, origine géographique). Plus rares sont les documents témoignant des travaux de (re-) construction, sauf dans le cas de demeures seigneuriales ou des fermes. En complément, la consultation des registres paroissiaux permet de déterminer la taille de la cellule familiale avec le nombre de naissances et décès enregistrés. Ces quelques exemples de renseignements se retrouvent fréquemment dans les actes produits à partir du XVIe siècle, avec toutefois de grandes disparités d'une paroisse à l'autre ou d'une propriété à l'autre.

La documentation médiévale est plus délicate à analyser : si l'étude globale d'un village peut s'envisager à partir de données issues d'un censier du XIVe ou du XVe siècle, celles-ci sont difficilement exploitables quand il s'agit d'étudier une parcelle particulière, sauf peut-être pour les propriétés remarquables du village dont l'identification pose moins de problème. Les textes contenus dans les cartulaires sont également peu explicites sur la localisation topographique d'un bien immobilier, car ce qui importait le plus était la définition de droits et revenus attachés à cette propriété. Il existe toutefois des documents très éclairants pour certaines propriétés ecclésiastiques comme les registres de comptabilité recensant par exemple des travaux d'entretien ou des transformations de bâtiments. En outre, pour les abbayes, les ordres militaires et même les évêchés, les visites pastorales

permettent d'avoir une bonne vision de l'état des bâtiments, de leur organisation, de leur structure et de leur localisation ; du moins dans le cas général car cela dépend du visiteur, de l'accent donné à ces visites par l'évêque ou les abbés. Il faut ajouter que ces visites, qui devaient avoir lieu à intervalles réguliers, n'ont pas toujours été effectuées, notamment pendant les grandes périodes de troubles (guerres, épidémies, etc.), surtout dans le nord de la France. Enfin, les fonds judiciaires, difficiles à manier, sont aussi essentiels et peuvent apporter des informations sur l'évolution des parcelles ou des bâtiments.

Loin d'être exhaustif, ce tour d'horizon montre que le chercheur est amené à consulter une variété de documents qui nécessitent des prérequis comme la connaissance des fonds d'archives et leur organisation, des institutions de l'Ancien Régime, la maîtrise de la paléographie et du latin médiéval, la critique des sources, etc. Ce travail s'apparente à celui de l'historien, dans le mode d'acquisition et d'analyse des données, mais il s'en écarte pour répondre en premier lieu aux exigences d'une opération archéologique. Cette activité récemment reconnue par l'Inrap et désignée sous le nom de « spécialité des sources anciennes et archives » pourrait être également appelée l'archéohistoire sur le modèle existant de l'archéogéographie ; deux disciplines qui se rejoignent d'ailleurs, car de plus en plus d'études documentaires intègrent des analyses multiscalaires et mettent en lumière la résilience d'objets anciens dans les trames parcellaires.

Les analyses de la documentation historique contribuent à l'évaluation du potentiel des sites et de leurs enjeux scientifiques. Elles permettent en outre de préciser les moyens et les stratégies à mettre en œuvre sur le terrain ou encore d'apporter des réponses aux questions restées en suspens à l'issue des fouilles. Elles visent enfin à replacer les sites archéologiques dans les contextes topochronologiques. Avec la multiplication des opérations en milieu villageois, les spécialistes des sources archivistiques ont l'espoir d'acquérir une plus grande expérience et de définir, pourquoi pas, des protocoles afin de formaliser des méthodes de travail plus efficientes. Cela exige une plus grande communication des chercheurs spécialisés qui restent souvent très isolés les uns des autres. Cette table ronde est une démarche bénéfique en ce sens qu'elle ouvre, en soulevant les problèmes de la discipline, la voie pour les échanges tant souhaités entre chercheurs.

Revue archéologique d'Île-de-France, numéro 12 – 2021

5 Véronique BRUNET *et al.*
UNE ENCEINTE DU NÉOLITHIQUE MOYEN II :
Méry-sur-Marne, « La Remise » (Seine-et-Marne)

TABLE-RONDE SUR L'ARCHÉOLOGIE DU VILLAGE EN ÎLE-DE-FRANCE (17-18 JANVIER 2019)

135 **AVANT-PROPOS ET PROGRAMME DES JOURNÉES**

139 Anne NISSEN
ARCHÉOLOGIE DU VILLAGE EN ÎLE-DE-FRANCE. QUEL VILLAGE ?

151 Isabelle CATTEDDU
ARCHÉOLOGIE DE L'ESPACE VILLAGEOIS :
nouveaux débats et nouveaux enjeux

161 Cristina GONÇALVES-BUISSART, Ivan LAFARGE
L'ARCHÉOLOGIE DU VILLAGE EN ÎLE-DE-FRANCE :
l'exemple du village de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis)

185 François GENTILI
HABITATS ÉLITAIRES ET ANCRAGES VILLAGEOIS :
quelques exemples et un focus, Viarmes en Val-d'Oise (VIIe-XVIIIe siècles)

223 Séverine HURARD
RÉFLEXIONS SUR LES MARGES DU VILLAGE ALTO-MÉDIÉVAL OU LA MARGINALITÉ DES ÉLITES RURALES ORDINAIRES :
l'exemple des Petits Ormes de Saint-Pathus (Seine-et-Marne – Ve-XIe siècles)

241 Claire HANUSSE
DANS LA PLAINE DE CAEN, LE VILLAGE DE « COURTISIGNY » ET LE HAMEAU DE « TRAINECOURT » :
deux fouilles d'habitats médiévaux désertés à l'aube de l'Époque moderne

257 Marc GRODWOHL
RECOUPEMENTS ENTRE ARCHÉOLOGIE DU BÂTI ET SOURCES ANCIENNES :
un village du Jura alsacien, l'habitat à Lutter (Haut-Rhin) de 1530 à 1632

279 Laurent FELLER
LE VILLAGE DES HISTORIENS

297 Magali WATTEAUX
LE VILLAGE VU PAR LES ARCHÉOGÉOGRAPHES

333 **ATELIER PRESCRIPTION / ARCHEOLOGIE DU VILLAGE**
Dorothée CHAOUI-DERIEUX (dir.)

341 **ARCHÉOLOGIE ET ARCHIVES AU CŒUR DU VILLAGE**
Olivier BAUCHET (dir.) avec la collaboration de Ludovic GALFO

345 **DES PRATIQUES AGRICOLES MÉDIÉVALES ENCORE MÉCONNUES ARCHÉOLOGIQUEMENT EN ÎLE-DE-FRANCE**
Jean-Yves DUFOUR (dir.) avec la collaboration de Stéphane FRÈRE

351 **ATELIER BÂTI / ARCHÉOLOGIE DU VILLAGE**
Ivan LAFARGE (dir.)

NUMÉRO ISSN : 2101 - 3608

PRIX : 25 €